

o C O N V E N T I O N

ENTRE :

- **LE DEPARTEMENT DE LA DROME, représenté par Madame la Présidente du Conseil Départemental, agissant au nom du Département, par arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1^{er} avril 2020, et désigné ci-après « le Département ».**

d'une part,

ET :

- **L'ASSOCIATION DROME INSERTION, représentée par son Président dûment habilité par son Conseil d'Administration
Domaine de Beausseret Route de Sauzet
26200 Montélimar
et désignée ci-dessous « l'association »**

d'autre part,

PREAMBULE

L'association DROME INSERTION a pour but d'accueillir un public de salariés précaires, éloignés de l'emploi de manière à leur réapprendre des comportements pour faciliter leur retour à l'emploi grâce à un accompagnement individuel et de développer les initiatives liées à l'environnement et à l'économie circulaire, de créer des ateliers et chantiers d'insertion et/ou de développer des entreprises nouvelles au profit des demandeurs d'emploi.

Le Programme départemental d'insertion est mis en œuvre en application de la Loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.

Le règlement d'intervention du Fonds de soutien à l'innovation et à la mutualisation des pratiques du secteur de l'insertion par l'activité économique dénommé « IAE-INNOV'26 » a été adopté par l'assemblée départementale du 17 octobre 2016.

il est convenu et arrêté ce qui suit :

TITRE I - OBJET

ARTICLE 1 - DÉFINITION DE L'ACTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties en référence au règlement d'intervention du Fonds « IAE-INNOV'26 » et au projet déposé par l'association,

TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- développer et pérenniser les activités du chantier d'insertion Atelier de transformation Agroalimentaire Domaine de Bosseret sur le site de Montélimar, afin de consolider les postes en insertion existants ouverts aux bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs ;
- faire réaliser une étude de mise aux normes puis aménager et équiper l'atelier de transformation agroalimentaire pour répondre aux normes d'hygiène et de sécurité, et moderniser son fonctionnement pour en augmenter l'usage et la production. .

Dans toute action de communication relative à la présente action, l'Association s'engage à faire apparaître l'intervention du Département.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage dans le cadre du Fonds « IAE-INNOV'26 » à verser au compte de l'Association la somme maximale de **50 000 €uros**.

Cette participation sera imputée sur les crédits d'insertion et versée en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention
- le solde sur présentation de factures acquittées du matériel et des équipements.

ARTICLE 5 - CONTRÔLE ET SUIVI

Le Service Développement économique et Insertion est chargé de contrôler en cours d'exercice la bonne exécution de l'action ayant motivé cette convention. Pour ce faire, il pourra demander toutes les informations nécessaires.

TITRE III - DUREE, RESILIATION, LITIGE

ARTICLE 6 – DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

Article 7 - Résiliation

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse. La résiliation de la présente convention ou l'exécution partielle de l'action pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

ARTICLE 8 - LITIGE

En cas de litige, les co-contractants s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

LE PRESIDENT
DE L'ASSOCIATION
DROME INSERTION,

Marie-Pierre MOUTON

Didier LEOPOLD